

DECISION N°2018-0771/ARCOP/ORD

sur recours de l'Entreprise Générale de Construction Bâtiments et Travaux Publics (ECOBAA) contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert n°2018-0152/MI/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 1000 km de pistes rurales dans onze (11) régions du Burkina Faso (lots 38 et 39).

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** *la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*
- Vu** *le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*
- Vu** *le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;*
- Sur** *recours par lettre en date du 15 octobre 2018 de l'Entreprise Générale de Construction Bâtiments et Travaux Publics (ECOBAA) contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ci-dessus cité ;*

présidé par Monsieur Charles SAWADOGO, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Madame Céline KONE/DIALLO, membre de l'ORD ;
- Monsieur Silamana SOMANDA, membre de l'ORD ;
- Messieurs Modeste YAMEOGO et Y. Ferdinand KINDA, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, régulièrement convoqué mais absent ;

- au titre de l'autorité contractante, Messieurs Simon-Pierre TIENDREBEOGO et Dieudonné LINGANI, respectivement Superviseur DGPR et Agent du MI ;
- au titre des attributaires provisoires :
 - Messieurs Emmanuel O. SAMPEBGO et Y. Cyrille Stéphane NEYA, respectivement Chargé des Etudes et Juriste de ENTREPRISE DE L'AVENIR ;
 - Monsieur Malamine TRAORE, DAF de FASO CONTRACTOR ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que l'appel d'offres susvisé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret n°2017-0050 ci-dessus visé, l'ORD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne la contestation des résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert n°2018-0152/MI/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 1000 km de pistes rurales dans onze (11) régions du Burkina Faso (lots 38 et 39) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique susvisée « Les délais de passation, de contrôle et de règlement de différends relatifs aux commandes publiques sont fixés comme suit :

- (...);
- pour le recours des candidats et soumissionnaires auprès de l'autorité contractante ou devant l'instance de recours non juridictionnel, selon qu'ils exercent un recours préalable devant l'autorité contractante qui est facultatif ou un recours, directement devant l'instance de recours non juridictionnel: deux jours ouvrables à compter du lendemain de la publication de l'avis d'appel à concurrence ou des résultats des travaux de la commission d'attribution des marchés ou de la réception de la lettre d'invitation selon le cas.

en cas d'exercice de recours préalable devant l'autorité contractante, celle-ci répond aux candidats ou soumissionnaires requérants dans les deux jours ouvrables à compter de sa saisine.

Lorsque la réponse de l'autorité contractante est insatisfaisante ou lorsqu'elle ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, les candidats ou soumissionnaires disposent de deux jours ouvrables à compter de l'échéance du délai imparti à l'autorité contractante, pour saisir l'instance de recours non juridictionnel ;
(...) » ;

considérant que les résultats provisoires de l'appel d'offres ci-dessus cité ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°2416 du vendredi 05 octobre 2018, et que le délai de recours auprès de l'autorité contractante ou de l'ORD courait jusqu'au mardi 09 octobre 2018 ; que l'Entreprise Générale de Construction Bâtiments et Travaux Publics (ECOBAA) a exercé un recours préalable auprès de l'autorité contractante par lettre en date du 09 octobre 2018 ; que cette dernière avait ainsi jusqu'au 11 octobre 2018 pour y répondre ; que suite au rejet implicite de sa demande, le requérant disposait jusqu'au 15 octobre 2018 saisir l'ORD ; qu'il a ainsi saisi l'ORD par lettre en date du 15 octobre 2018 ; que, par ailleurs, le recours est conforme aux autres conditions de recevabilité prévues à l'article 28 du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

considérant, cependant, que le requérant, par correspondance en date du 17/10/2018, a manifesté sa volonté de sa retirer plainte ; qu'il convient donc de prendre acte de ce retrait ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de l'Entreprise Générale de Construction Bâtiments et Travaux Publics (ECOBAA) est recevable ;

-que l'appel d'offres susvisé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1^{er} février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-qu'il convient de prendre acte du retrait de la plainte de l'Entreprise Générale de Construction Bâtiments et Travaux Publics (ECOBAA) ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 17 octobre 2018

le Président de séance

Charles SAWADOGO
Chevalier de l'Ordre de mérite